

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES**

## **(C.C.T.P.)**

**Pouvoir adjudicateur :**



**2 avenue du Lac  
91013 Evry cedex**

*(Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public)*

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

**Monsieur le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne**

Monsieur Gaudérique BARRIERE

**Prestation de ménage et de vitrerie pour les différents sites de la  
Caf de l'Essonne**

**Accord-cadre à bons de commandes n° 17/2025**

**Date et heure limites de remises des offres dématérialisées :**

**9 SEPTEMBRE 2025 à 17h00**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET .....	3
ARTICLE 2 : FINALITÉS DES PRESTATIONS .....	3
ARTICLE 3 : GENERALITES SUR LES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 : DÉSIGNATION DES LOCAUX .....	3
ARTICLE 5 : TYPE DE PRESTATIONS, MODALITES D’EXECUTION ET PERIODICITE .....	4
5.1 – TYPES DE PRESTATIONS.....	4
5.2 – MODALITES ET PERIODICITES D’EXECUTION .....	4
5.3 – FOURNITURES ET EQUIPEMENTS SANITAIRES .....	5
5.4 – EXCLUSIONS .....	5
ARTICLE 6 : MODALITES PARTICULIERES D’EXÉCUTION .....	6
6.1 – ETAT DES LIEUX .....	6
6.2 – PRÉCAUTIONS .....	6
6.3 – BONS DE PASSAGE.....	6
ARTICLE 7 : MATERIELS UTILISÉS .....	6
ARTICLE 8 : PRODUITS UTILISÉS .....	7
ARTICLE 9 : ORGANISATION DU TRAVAIL .....	7
9.1 – RÉUNION DE PRÉPARATION .....	7
9.2 – HORAIRES D’INTERVENTION.....	7
9.3 – EFFECTIFS .....	8
9.4 – ENCADREMENT DU PERSONNEL .....	8
9.5 – VETEMENTS DE TRAVAIL .....	8
9.6 – RÉUNION TRIMESTRIELLE POUR LE SUIVI DES PRESTATIONS .....	8
9.7 – ACCÈS AUX LOCAUX ET ÉQUIPEMENTS.....	9
ARTICLE 10 : INSTALLATIONS DU CHANTIER .....	9
10.1 – LOCAUX MIS À LA DISPOSITION DU TITULAIRE .....	9
10.2 – ACHÈMINEMENT ET STOCKAGE DU MATERIEL ET DES PRODUITS .....	9
10.3 – CONSOMMATIONS DE FLUIDES .....	9
ARTICLE 11 : CONTROLE DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 12 : SUJÉTIONS RESULTANT DE L’EXPLOITATION DES LOCAUX .....	10
ARTICLE 13 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'AXE ENVIRONNEMENTAL.....	10

## ARTICLE 1 : OBJET

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent **l'exécution des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la Caf de l'Essonne, ainsi que la fourniture des différents consommables.**

## ARTICLE 2 : FINALITÉS DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux. La qualité des opérations d'entretien des locaux visés ci-après devra être satisfaisante au regard des critères suivants : aspect/image (aspect extérieur/image vis à vis des salariés et visiteurs), confort (olfactif et tactile), propreté/hygiène/santé (hygiène des surfaces, ...), et respect environnemental (utilisation de produits non polluants...) et également des critères sociaux (ex : taux d'emplois de personnels en situation d'handicap, ...).

Conformément à l'annexe 1 au présent C.C.T.P., des contrôles (programmés et inopinés) seront opérés afin de vérifier la qualité de la propreté au regard des critères visés ci-dessus pour chacun des locaux, selon les modalités fixées dans ladite annexe.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats : il est tenu de maintenir les locaux propres et sains.

## ARTICLE 3 : GENERALITES SUR LES PRESTATIONS

Les prestations de nettoyage à exécuter (répétitives et ponctuelles) sont destinées aux **locaux dont la liste figure à l'article 4 du présent C.C.T.P.** La liste des locaux pourra faire l'objet de modifications en cours d'exécution de marché par retrait ou adjonction de locaux à entretenir. Ces ajouts ou retracts seront effectués par avenant adressé par l'organisme contractant avec préavis de 8 jours.

Les données figurant dans le descriptif telles que la surface des sols, le nombre des vitres, etc. n'ont qu'une valeur indicative, l'entreprise devant les vérifier sur place avant de formuler son offre. Le Titulaire ne pourra se prévaloir de l'imprécision du CCTP pour modifier ses prix une fois le marché notifié.

Il appartient au Titulaire d'assurer l'ensemble des tâches indiquées nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté.

La fourniture des matériels et des produits nécessaires à l'exécution des prestations sera à la charge du titulaire. Par ailleurs, le titulaire devra assurer quotidiennement pour chaque site l'alimentation des fournitures sanitaires (papiers hygiéniques biodégradable, savon liquide, sacs poubelles, ...). Le titulaire est tenu d'assurer une continuité d'approvisionnement des différents distributeurs et met à disposition, sur chaque site, un stock minimum desdites fournitures.

## ARTICLE 4 : DÉSIGNATION DES LOCAUX

Les prestations sont à effectuer dans les locaux désignés ci-après. Les surfaces à entretenir sont données à titre indicatif. L'entreprise doit s'assurer elle-même, lors de sa visite, des surfaces réelles.

### ■ Locaux :

- **Immeuble Atlantis (91000)**  
2 avenue du Lac 91000 Evry-Courcouronnes  
2 étages et 1 rez de jardin  
Superficie totale du bâtiment : 11 400 M<sup>2</sup>
- **Espace accueil de Massy (91200)**  
1 à 3 Avenue de France  
Rdc

- **Bureaux administratifs de Massy (91200)**  
2Ter Avenue de France  
4<sup>ème</sup> étage

Les installations et équipements à nettoyer sont détaillés en annexe 1 du présent CCTP et dans les fiches périodicité pour l'ensemble des locaux désignés à l'annexe 2 au CCTP.

Les prestations sont déterminées en fonction du type de local ; elles peuvent être différentes selon les sites :

- bureau, salle de réunions (réunions internes et avec des partenaires) salles de formations,
- sanitaires, douches, infirmerie, salle de repos,
- salle de restauration, espace de convivialité, espace cafétéria,
- accueil du public, salles d'attente, box vitrés, séparation en plexiglas
- sas, hall, couloirs, escaliers, paliers, ascenseurs,  
ex. : pas de la porte, terrasses, patios, cours, parvis
- locaux informatiques (sous conditions d'accès)
- réserves (sous conditions d'accès), et exécutées au regard des spécificités propres à chaque site.

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne est susceptible d'ouvrir ou de fermer des sites pendant la durée du marché.

## **ARTICLE 5 : TYPE DE PRESTATIONS, MODALITES ET PERIODICITE D'EXECUTION**

### **5.1 – TYPES DE PRESTATIONS**

**Il est entendu qu'aucune prestation ne peut démarrer sans avoir été commandée par la Caf de l'Essonne. De la même façon, l'arrêt ou la diminution d'une prestation se fera également par bon de commande modificatif. Les prestations recouvrent :**

- Des prestations de nettoyage forfaitaires,
- Des prestations à la demande, susceptibles d'être commandées en cours d'exécution du marché.

### **5.2 – MODALITES ET PERIODICITES D'EXECUTION**

#### **5.2.1 - Prestations forfaitaires**

Elles concernent les sites visés à l'article 4. Le détail des prestations pour chaque local figure dans l'annexe 2 au CCTP.

#### **Vitreries**

Pour les vitreries intérieures et extérieures de chacun des sites de la Caf de l'Essonne, le titulaire interviendra deux fois par an pour les vitrages intérieurs et 1 fois par an pour les vitrages extérieurs sauf cas particulier en fonction du type de local.

Pour le site d'Atlantis, et compte tenu de sa nature, le nettoyage de la vitrerie extérieur devra se faire à l'aide de « grimpeur » ou autre (pas de nacelles) afin de ne pas endommager les pelouses.

Il assure la fourniture et la mise en œuvre de l'ensemble des produits, moyens et matériels pour nettoyer la vitrerie.

#### **Le site d'Evry Atlantis**

- ***Cloisons vitrées***

Le site comprend de nombreuses **cloisons vitrées**

Nombre : 282 cloisons    soit 1668 m<sup>2</sup> x2

- ***Vitres***

Nombre :      RDJ : 54

RDC : 174

R+1 : 213            soit 2788 m<sup>2</sup> x2

Une petite guérite située à l'entrée du site.

#### **Le site de Massy accueil**

- Vitres : 25 m<sup>2</sup> x2

#### **Le site de Massy bureaux administratifs (4<sup>ème</sup> étage)**

- Cloisons vitrées et encadrements
- Portes Vitrées et encadrements

102 fenêtres vitrées uniquement intérieur (1 face) et encadrements (79 m<sup>2</sup>)

Les superficies et les surfaces vitrées, de chacun de ces sites sont données à titre et n'ont donc pas une valeur contractuelle.

#### **5.2.2 -Prestations à la demande**

La Caf se réserve la possibilité de confier sur bon de commande, les prestations suivantes au titulaire (liste non exhaustive) :

- Nettoyage et désinfection renforcés liés à une pandémie avérée
- Shampouinage des moquettes
- Nettoyage des rayonnages des archives
- etc

#### **5.3 – FOURNITURES ET EQUIPEMENTS SANITAIRES**

Le titulaire devra assurer sur les sites de la Caf de l'Essonne **quotidiennement** l'alimentation des fournitures sanitaires (papier hygiénique biodégradable, savon liquide, sacs poubelles) et **disposer en permanence d'un stock minimum** desdites fournitures dans chaque-site afin de pourvoir à la continuité d'approvisionnement.

Le titulaire a connaissance que le service logistique de la Caf de l'Essonne dispose d'un accès libre aux réserves et peut constater l'existence du stock de fournitures et de la conformité des produits présent.

La Caf de l'Essonne se réserve le droit d'interdire tout produit qu'il juge non conforme (papier hygiénique non biodégradable, mauvaise odeur du savon etc.). Les fournitures non admises seront retirées et remplacées par le titulaire à ses frais. Le titulaire assurera en outre l'évacuation du contenu des corbeilles et poubelles. Les sacs seront fermés et déposés par le titulaire dans les containers prévus à cet effet à l'extérieur des locaux.

Le titulaire du marché présentera au représentant de la Caf de l'Essonne avant le démarrage du marché les différents échantillons des produits qu'il compte utiliser dans le cadre de l'exécution du marché. Les produits utilisés devront être validés par le représentant de la Caf de l'Essonne. Toute modification des produits en cours de marché devra être validé par celui-ci à la suite de la présentation de nouveaux échantillons. Le titulaire pourra proposer des produits avec le niveau de qualité attendu à des coûts plus limités, le cas échéant.

Les équipements sanitaires adéquats seront fournis par la Caf de l'Essonne: sèche mains, sèche mains électrique, distributeurs de papier hygiénique, diffuseur de savon et poubelles d'hygiène féminine apportant toutes les garanties en termes de sécurité sanitaire pour les utilisatrices et le personnel de ménage (contenants pratiques et hygiéniques en termes de dépôt des protections usagées et de récupération du sac).

#### **5.4 – EXCLUSIONS**

L'entretien des éléments suivants n'est pas inclus dans les prestations : objets personnels, espaces verts, plantes ornementales, équipements de bureau (claviers, écrans, unités centrales, téléphones), intérieur des meubles (sauf mention contraire expresse).

## ARTICLE 6 : MODALITES PARTICULIERES D'EXÉCUTION

### 6.1 – ETAT DES LIEUX

Le titulaire déclare connaître parfaitement les locaux dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en la matière. **Un état des lieux du local mis à la disposition du titulaire sera établi au début et à la fin de l'exécution du marché.**

### 6.2 – PRÉCAUTIONS

Le Titulaire et son personnel sont strictement liés par l'application des règles de sécurité et de sûreté en vigueur sur les différents sites. Le manquement à ces règles pourra faire l'objet de l'application de pénalités prévues au CCAP.

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, machines diverses, ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage en particulier par la projection de produits. Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Par ailleurs, il est interdit de placer les sièges sur les tables pour l'exécution des travaux, sauf au titulaire du marché d'assumer la pleine totale et entière responsabilité des dégâts, salissures et autres inconvénients qui peuvent résulter de cette pratique. À l'achèvement des prestations, les meubles doivent être remis à leur place, les lumières éteintes **et les portes et fenêtres fermées** sauf instruction contraire du Responsable chargé des locaux, pour éviter tout risque d'intrusion ou d'inondation en cas de fortes pluies.

Les glaces, verres, tubes luminescents, etc., qui sont brisés au cours de ménage ou d'entretien, doivent être aussitôt remplacés par le titulaire ou réparés à ses frais.

D'une façon générale, toutes les mesures prescrites par ou en application de la réglementation en vigueur relative aux travaux effectués dans un Etablissement par une Entreprise extérieure, sont applicables aux prestations de nettoyage et d'entretien, objets du marché.

### 6.3 – BONS DE PASSAGE

Chaque prestation à la demande (devis) doit donner lieu à l'établissement d'un bon de passage. Ce bon de passage est signé par un responsable de la Caf constatant le passage ; doivent y figurer toutes remarques sur l'exécution de la prestation concernée. Dans le cas d'une prestation effectuée en dehors des heures d'ouverture du site, le bon de passage est remis le jour suivant pour signature.

Ces bons de passage feront l'objet d'un suivi de l'organisme contractant.

## ARTICLE 7 : MATERIELS UTILISÉS

Le titulaire du marché devra fournir dans le délai fixé à l'article 12 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) la liste des matériels proposés pour l'exécution des prestations. Cette liste sera accompagnée de la fiche de sécurité de chaque appareil. Afin de déterminer le produit le plus efficient, la Caf de l'Essonne joint au dossier de consultation certaines fiches techniques des sols situés dans le bâtiment Atlantis. Ces fiches n'engagent pas la Caf de l'Essonne, la visite obligatoire permettant au candidat d'apprécier les différents matériaux.

Les matériels devront être en parfait état d'utilisation. Le titulaire devra les présenter au Responsable de la Caf de l'Essonne chargé des locaux sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes et règlement de sécurité. Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé par le titulaire et à ses frais. Les agents de nettoyage sont tenus de signaler immédiatement à leur encadrement tout dysfonctionnement, panne, casse, des matériels de nettoyage et appareils sanitaires, pour un remplacement dans les meilleurs délais.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, en même temps par l'intermédiaire de fiches multiples est interdit. L'utilisation des appareils ou ustensiles qui appartiennent à la Caf, est strictement interdite par le personnel du titulaire pour assurer la prestation de nettoyage, sauf dérogation expresse.

Le Responsable chargé des locaux, se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations. Tout dommage causé aux installations et équipements doit être signalé dans les 24 heures à la Caf de l'Essonne, et sera mis à la charge du Titulaire.

## ARTICLE 8 : PRODUITS UTILISÉS

Le titulaire devra fournir, dans le délai fixé à l'article 12 du C.C.A.P., la liste des produits proposés pour l'exécution des prestations. Cette liste sera accompagnée d'une notice détaillée précisant notamment la composition des produits, de l'indication éventuelle d'un écolabel européen ou équivalent, d'un Procès-Verbal d'essai précisant notamment le potentiel hydrogène (ph) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensioactifs. Les produits devront être adaptés aux matériaux présents dans les locaux de la Caf de l'Essonne (moquettes, sols plastiques etc...). La Caf 91 joint au dossier de consultation les fiches techniques disponibles.

Il est demandé au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché d'utiliser **le plus fréquemment possible** des produits de nettoyage ayant des incidences réduites sur le milieu aquatique, ne présentant aucune substance dangereuse, utilisant un minimum d'emballage, et qu'ils soient pourvus d'un dispositif permettant de doser précisément la quantité de produit nécessaire pour une sécurité accrue des utilisateurs et des personnels de ménage, comportant une information pour une utilisation environnementale correcte et garanti au moins aussi efficace que les produits classiques.

Le titulaire pourra proposer des produits à la hauteur de la qualité attendue à coût réduit, le cas échéant.

Si en cours d'exécution du marché, le Titulaire se trouve dans une situation particulière qu'il ne parvient pas régler à l'aide du produit prévu au marché (ex : tache particulière à la suite d'un incident), il doit soumettre par écrit les références, la fiche technique de sécurité ainsi que les propriétés environnementales du produit qu'il entend employer, pour validation au Pouvoir Adjudicateur.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des effets des produits employés sur les supports. Tout dommage causé aux installations et équipements à la suite de l'utilisation d'un produit sera mis à la charge du titulaire.

## ARTICLE 9 : ORGANISATION DU TRAVAIL

### 9.1 – RÉUNION DE PRÉPARATION

**Après la notification du marché**, une réunion de préparation sera fixée par l'organisme contractant entre le représentant du Titulaire et le Responsable de la Caf de l'Essonne chargé du suivi du marché, afin de déterminer d'un commun accord les modalités précises d'exécution et de mise en place des prestations (horaires d'exécution, jours d'intervention, mise en place des fournitures sanitaires, etc.), et de communiquer au prestataire des règles de sécurité et de sûreté de l'établissement.

Lors de cette réunion, le titulaire du marché effectuera une présentation et amènera des échantillons de chaque produit utilisés (exemple papier toilettes, produits d'entretien utilisés etc...).

### 9.2 – HORAIRES D'INTERVENTION

#### En règle générale

Le prestataire devra intervenir sur une plage horaire qui du fait de la mise sous alarme des sites pourrait débuter :

- Dès 16h30 et aller jusqu'à 19h30
- Néanmoins, les horaires d'interventions pourront faire l'objet de modifications ponctuelles, en accord avec le service concerné, compatibles avec la mission de service public confiée à l'organisme.

Les périodicités et horaires d'interventions sont indiqués, sur chacune des fiches descriptives jointes en annexes 1 et 2 du présent CCTP.

- **Une « régie de jour » pour le site d'Atlantis** : de 9h à 17h, du lundi au vendredi.

Deux agents devront être mis à disposition principalement pour l'entretien des nombreux sanitaires, balayage des parties communes (intérieures) gestion des urgences, salle de restauration, demandes ponctuelles du service logistique. Les agents devront vérifier l'état de propreté de l'espace accueil allocataire après le départ du dernier allocataire de la matinée et procéder au nettoyage si besoin. Une attention particulière sera apportée les jours d'intempéries.

- **Interventions quotidiennes** : de 16h30 à 19h30 du lundi au vendredi

L'équipe d'exécution est missionnée pour les autres prestations relatives aux bureaux, accueil du public, escalier de service et salles d'archives. Le personnel d'exécution devra intervenir de 16h30 à 19h30. Cependant, lors du **lavage des sols** (hall d'entrée du personnel, hall d'entrée et sortie allocataires, escaliers, ascenseurs), le personnel d'exécution devra **intervenir impérativement entre 18h45 et 19h30** (soit : après l'horaire maximal de départ des agents de la Caf, 18h45). Le candidat prend en compte le fait que la Caf de l'Essonne envisage, d'ouvrir plus tard le jeudi son espace accueil allocataire. Ainsi le ménage devra être fait après le départ du dernier allocataire, sans pouvoir dépasser l'horaire de 19h30.

#### **Entretien du matériel informatique des zones de bureaux**

Il est demandé au titulaire de ne pas toucher aux matériels informatiques de la CAF.

- **Pointages horaires**

Le titulaire devra obligatoirement mettre en place un système de pointage horaire permettant à la Caf de vérifier le présentisme des effectifs de ménage. Ce point sera analysé dans le suivi de la prestation.

En aucun cas les prestations ne seront effectuées le samedi ou le dimanche, sauf demande accord express écrit de la Caf de l'Essonne. Toute intervention en dehors des plages horaires prévues au CCTP pourra entraîner la résiliation pure et simple du marché aux torts exclusifs du titulaire, après une première mise en demeure restée infructueuse.

### **9.3 – EFFECTIFS**

Les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations pour chaque site seront indiqués dans le cadre technique du Titulaire.

**Toute modification de la répartition des effectifs en cours d'exécution du marché ne pourra se faire sans l'accord express du responsable de la Caf chargé du suivi du marché.**

### **9.4 – ENCADREMENT DU PERSONNEL**

Le titulaire devra obligatoirement désigner un Agent Responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, de l'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses du présent Cahier.

Cet Agent, s'il n'est pas présent en permanence durant les heures d'intervention du personnel du titulaire, devra au cours de sa visite des sites, prendre contact systématiquement avec le Responsable du site, **à un horaire convenu à l'avance** compris dans la plage horaire de travail normal du personnel de la Caf de l'Essonne. Cet agent Responsable devra tenir à jour, les feuilles de suivi d'intervention ou un carnet de bord et contrôler les fréquences de passage. Le carnet de bord (papier ou dématérialisé) devra pouvoir être consulté par la CAF aisément.

### **9.5 – VETEMENTS DE TRAVAIL**

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et éventuellement de protection si cela s'avère nécessaire.

En outre, tout le personnel intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doit porter en permanence l'insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis, s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.



## **9.6 – RÉUNION TRIMESTRIELLE POUR LE SUIVI DES PRESTATIONS**

Une réunion trimestrielle entre le titulaire et la Caf de l'Essonne ou son représentant local sera organisée à l'initiative de la CAF, **avec présence obligatoire du titulaire**, pour permettre, notamment, de faire le point sur la qualité des prestations, d'établir le bilan de la période écoulée, de vérifier le suivi de l'approvisionnement en fournitures sanitaires, de rechercher des solutions d'améliorations de l'organisation du travail et de la qualité de faire le point sur les effectifs du Titulaire (présence, remplacement...). À cette occasion, le suivi de la mise en œuvre du plan de prévention sera également évoqué.

## **9.7 – ACCÈS AUX LOCAUX ET ÉQUIPEMENTS**

Si nécessaire, l'organisme contractant dotera le titulaire de séries de clés ou de badges d'accès (sur lesquels figureront le nom de la société) en quantité suffisante, permettant l'accès à certains locaux intéressés par les prestations. En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera l'organisme contractant du nombre d'exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés aux frais du titulaire. En fin de marché, le titulaire devra remettre à l'organisme contractant les clés et badges confiés initialement.

## **ARTICLE 10 : INSTALLATIONS DU CHANTIER**

### **10.1 – LOCAUX MIS À LA DISPOSITION DU TITULAIRE**

Dans la mesure du possible, des locaux adaptés seront mis gratuitement à la disposition du titulaire en accord avec le Responsable chargé des locaux. Le titulaire du marché devra maintenir en bon état de propreté et d'hygiène ces locaux mis à sa disposition pour le dépôt de son matériel et des produits d'entretien.

Le local principal sur le site d'Atlantis est équipé d'armoires de rangement et de vestiaires pour le personnel du prestataire.

### **10.2 – ACHEMINEMENT ET STOCKAGE DU MATERIEL ET DES PRODUITS**

L'acheminement du matériel et des produits nécessaires à l'exécution des prestations devra être effectué selon les itinéraires et les horaires autorisés par le Responsable du site concerné. Les fournitures livrées sur palette ne devront pas être laissées au milieu d'un lieu de passage.

Le stockage des produits devra être effectué dans les locaux prévus à cet effet.

Toute précaution devra être prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac de produits pulvérulents sera interdit, compte tenu des règles de sécurité applicables aux locaux de la Caf. Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par l'organisme contractant et ce, aux frais du titulaire.

### **10.3 – CONSOMMATIONS DE FLUIDES**

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par la Caf de l'Essonne.

Le titulaire devra éviter tout éclairage superflu. En particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit. Le titulaire devra également prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement. Il lui appartiendra enfin d'avertir son personnel que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment des appareils téléphoniques lui est strictement interdit.

## **ARTICLE 11 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les contrôles porteront à la fois sur la qualité de la prestation (conformité du résultat obtenu par rapport au résultat escompté) et sur la conformité par rapport à l'offre, et notamment sur le nombre d'heures exécutées et le respect des horaires d'intervention, l'état du matériel utilisé. Les opérations de vérification seront effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Un contrôle de présence des agents de nettoyage s'effectuera par signature des fiches de présence ou badgeuses (mises en place par le titulaire sur les différents sites).

## **ARTICLE 12 : SUJÉTIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DES LOCAUX**

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions occasionnées par l'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'organisme contractant.

## **ARTICLE 13 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'AXE ENVIRONNEMENTAL**

Le Titulaire s'attachera à minimiser l'impact de son intervention sur l'environnement, et particulièrement dans les domaines suivants :

- La gestion des déchets,
- La réduction des nuisances environnementales générées par l'intervention de ses personnels.

C'est ainsi que par des méthodes d'enlèvements adaptés, le titulaire devra s'attacher à réduire la nocivité de ses déchets, et ceci en vue de préserver non seulement la santé de ses personnels, mais aussi l'environnement. Il portera son attention sur les modalités de tri des déchets, leur recyclage, leur valorisation et leur traitement en filière locale. Il s'assurera de la traçabilité de ses déchets jusqu'à l'éliminateur final.

Le Titulaire devra s'attacher, autant que possible à :

- Utiliser des produits et matières éco labellisés,
- Utiliser des appareils moins énergivores, moins bruyants,
- Sensibiliser et informer ses personnels aux bonnes pratiques environnementales.

Le titulaire mettra en œuvre les moyens nécessaires permettant de limiter les impacts sur l'eau, le sol et l'air, notamment :

- De retenir les produits susceptibles de souiller ou de polluer le sol et l'eau,
- De maîtriser ses consommations d'eau.